

L'agriculture fait face à un double défi : répondre à une demande alimentaire croissante due à l'augmentation de la population mondiale, tout en réduisant son impact écologique, notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES). En 2022, le secteur agricole représentait 19 % des émissions totales de GES en France, juste après les transports (30 %). L'agriculture est donc au cœur de la problématique de décarbonation, avec des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et territoriaux complexes. L'agroécologie propose un modèle prometteur pour concilier productivité et respect de l'environnement. Ce terme englobe diverses pratiques comme l'agriculture biologique, la biodynamie et la permaculture. En favorisant la biodiversité, la fertilité des sols et la réduction des intrants, l'agroécologie renforce l'autonomie et la résilience des exploitations agricoles face aux chocs climatiques et économiques.

LES ATOUTS DU MODELE AGROECOLOGIQUE

Le modèle agroécologique, centré sur des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de la santé des écosystèmes, présente plusieurs avantages tant sur le plan économique que social et environnemental. Ce modèle repose sur une approche systémique qui concilie performance économique, préservation des ressources naturelles et bien-être animal.

Performance économique de l'agriculture biologique

L'agriculture biologique (AB) est une forme d'agriculture agroécologique très étudiée car elle répond à un cahier des charges strict et permet d'obtenir une certification. En 2023, l'AB représente 14 % des exploitations agricoles françaises, soit plus de 61 000 exploitations, et 10 % de la superficie agricole utilisée, soit 2,8 millions d'hectares¹. L'un de ses principaux atouts est qu'elle permet une plus grande résilience économique à moyen et long terme, malgré des rendements souvent inférieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle. Cette résilience est renforcée par une diversité accrue des productions et l'utilisation de variétés rustiques, mieux adaptées aux changements climatiques et aux bioagresseurs. Ces pratiques assurent une meilleure stabilité des rendements et une résistance accrue aux crises économiques et climatiques. Cependant, des coûts supplémentaires peuvent être imputés à l'AB en raison d'une augmentation de la main-d'œuvre salariée permanente et temporaire, nécessitant en moyenne 0,08 unité de travail annuel (UTA) supplémentaire par exploitation, ainsi que des emplois indirects grâce à la favorisation des circuits courts et aux activités de transformation à la ferme². Ces coûts supplémentaires sont néanmoins compensés par des charges opérationnelles moindres (moins d'engrais et de produits phytosanitaires) et par des prix plus élevés pour les produits bio³. La rentabilité de l'agriculture biologique dépend également des aides publiques. Elles compensent les pertes liées à la transition vers l'agriculture biologique, notamment lors des premières années où les agriculteurs adoptent des pratiques bio sans pouvoir encore bénéficier de la certification et des prix associés.

Problème de subvention

¹ Infographie - L'agriculture biologique (chiffres 2023). (2024, 24 juin). Ministère de L'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. <https://agriculture.gouv.fr/infographie-lagriculture-biologique>

² Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, Actif 'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture, Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française, Paris.

³ Grémillet, A., & Fosse, J. (2020). Améliorer les performances économiques et environnementales de l'agriculture : les coûts et bénéfices de l'agroécologie. Dans France Stratégie. <https://www.strategie.gouv.fr>

Le système de subventions agricoles en France présente des lacunes, notamment en matière de corrélation entre les aides publiques et les performances environnementales des exploitations. Les aides ne sont pas systématiquement liées à des performances environnementales élevées⁴, ce qui ne reflète pas les efforts écologiques des agriculteurs et ne soutient pas efficacement les pratiques durables. Il est crucial de subventionner la transition vers des modèles plus durables comme l'agriculture biologique (AB) et la Haute Valeur Environnementale (HVE), qui est un autre mode de production agroécologique. De plus, la suppression des subventions au maintien en AB en 2018⁵ a eu un impact direct sur la rentabilité des exploitations biologiques, mettant en péril leur viabilité économique. Cette situation remet en question l'objectif de 30 % de surface agricole en AB d'ici 2030⁶. Les services écosystémiques rendus par l'agriculture, tels que la préservation de la biodiversité et la gestion des ressources en eau, justifient largement les coûts des subventions nécessaires pour soutenir ces pratiques. Il est impératif de réévaluer et d'ajuster les politiques de subventions pour mieux refléter les bénéfices environnementaux et soutenir la transition vers des pratiques agricoles durables.

AU-DELA DU MODELE AGROECOLOGIQUE

Manque de main d'œuvre et qualification

Le modèle agroécologique est extrêmement prometteur, cependant il ne permet pas de résoudre l'entièreté des problèmes. En effet, le secteur agricole souffre d'un manque de main-d'œuvre en raison de la faible attractivité et des conditions de vie. Pour transitionner vers un modèle plus intensif en travail, il faut nécessairement rendre le secteur agricole plus attractif et offrir des formations de haute qualité. Comme nous l'avons souligné précédemment, l'agroécologie, et notamment l'agriculture biologique (AB), nécessite plus de main-d'œuvre, mais surtout une main-d'œuvre qualifiée pour assurer des systèmes bas carbone et plus adaptés aux changements climatiques. Pour autant, lors d'une enquête en 2016, seulement 15 % des agriculteurs en moyenne avaient suivi une formation continue lors des 12 derniers mois avant l'enquête⁷. Cela peut s'expliquer par le coût de la formation ou par le fait que les agriculteurs ne les trouvent pas en adéquation avec leurs besoins. Une des solutions que nous pouvons considérer est d'évaluer les besoins et les réticences en matière de formation, afin qu'elle corresponde au mieux aux véritables besoins de la profession.

Pression foncière et renouvellement des générations

En outre, la pression foncière et la transmission des exploitations sont également des facteurs déterminants. L'endettement des exploitations agricoles a doublé depuis 1990⁸, passant à 200 000 euros en moyenne, ce qui constitue un verrou majeur pour la transmission des exploitations, avec un risque de surendettement et la transition de certaines exploitations. Nous avons l'exemple de la commune de Saint-Dionisy⁹, où un comité de pilotage est constitué avec la

⁴ MIDLER, E., VOIRIN, S., HAMMANI, A., SGAMBATI, É., KASRIEL, Y., MONDON, S., & LE QUÉRÉ, C. (2024). ACCÉLÉRER LA TRANSITION CLIMATIQUE AVEC UN SYSTÈME ALIMENTAIRE BAS CARBONE, RÉSILIENT ET JUSTE. Dans Haut Conseil Pour le Climat. <https://www.hautconseilclimat.fr>

⁵ Grémillet, A., & Fosse, J. (2020). Améliorer les performances économiques et environnementales de l'agriculture : les coûts et bénéfices de l'agroécologie. Dans France Stratégie. <https://www.strategie.gouv.fr>

⁶ Grémillet, A., & Fosse, J. (2020). Améliorer les performances économiques et environnementales de l'agriculture : les coûts et bénéfices de l'agroécologie. Dans France Stratégie. <https://www.strategie.gouv.fr>

⁷ Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture, Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française, Paris.

⁸ Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture, Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française, Paris.

⁹ Scheromm, P., Rixen, A., Laurens, L., & Soulard, C.-T. (2020). Les acteurs publics locaux et l'écologisation de l'agriculture : Entre territorialisation de l'agroécologie et écologisation des territoires. *Développement Durable et Territoires*, 11(1). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17367>

municipalité, la chambre d'agriculture, des associations et des représentants de collectivités locales pour créer une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Cela leur permet d'acquérir des terres agricoles pour y installer des agriculteurs en AB et donc résoudre le problème de pression foncière. De plus, ce projet, comme d'autres, est soutenu par la population car il fait renaître un sentiment d'appartenance à un territoire ainsi qu'un sentiment d'utilité. Les habitants peuvent participer directement au projet et sa réussite dépend en grande partie de l'engagement de la population.

En conclusion, le problème de l'agriculture est complexe et très urgent. C'est un enjeu de société majeur qui doit revenir au cœur des politiques publiques et notamment des politiques locales pour permettre une meilleure adaptation à chaque spécificité du territoire français. Cependant, modifier notre modèle agricole ne peut se faire sans une évolution de notre système agroalimentaire et de nos pratiques, avec une augmentation de la consommation de produits de saison, de protéines végétales plutôt qu'animales et donc une production accrue de légumineuses, ainsi qu'une diminution du gaspillage.